

## **Les élections européennes au Portugal (traduction du portugais)**

José Nunes de Carvalho

La demande de l'AIACE International à chacune des sections nationales de présenter une courte contribution sur les prochaines élections européennes constitue une tâche ingrate.

Pas en raison du sujet lui-même, mais parce qu'écrire sur des élections européennes pour d'anciens fonctionnaires européens présente deux dangers : être inutile et sembler prétentieux. Inutile car il s'agit d'un sujet que les anciens fonctionnaires connaissent bien et sur lequel ils ont des idées bien précises. Prétentieux car on peut donner l'impression de vouloir donner des leçons.

Cependant, il y a des aspects impossibles d'ignorer. D'une part, le manque d'information de tant de personnes qui nous entourent (sans parler de la désinformation - délibérée ou par ignorance - à laquelle nous sommes constamment exposés). D'autre part, le fait que les élections européennes sont généralement moins participées que les élections "nationales" et qu'elles ne servent souvent qu'à permettre aux électeurs d'exprimer leur mécontentement à l'égard des gouvernements en place, dénaturant ainsi l'objectif européen. Enfin, et c'est une particularité exclusivement portugaise, le fait que les dates des élections (6 au 9 juin) soient cette fois-ci "collées" à des jours fériés que beaucoup de portugais (ceux qui le peuvent...) utilisent pour de courtes vacances, contribue encore plus à un taux d'abstention traditionnellement élevé.

Donc, ce n'est peut-être pas inutile d'avancer quelques données et considérations qui pourraient aider à éclairer ceux qui nous entourent et, qui sait, les inciter à aller voter.

Tout d'abord, dévaloriser les élections européennes en cloisonnant enjeux nationaux et enjeux européens est une erreur. Contrairement à ce que beaucoup pensent toujours, les élections européennes ne concernent pas une réalité lointaine. Aujourd'hui, plus que jamais, ce qui se passe au niveau international conditionne fortement la vie interne des pays (sur le plan économique, commercial, énergétique, de la défense, des relations extérieures...). Compte tenu du degré d'intégration, ce qui se passe au niveau européen est encore plus important pour les États membres et leurs citoyens.

En très peu de temps, l'Union européenne a été confrontée, en plus d'une pandémie, à une situation géopolitique totalement nouvelle : une guerre sur son flanc Est, une nouvelle situation de grande instabilité sur son flanc Sud, le challenge d'une agressivité commerciale asiatique croissante ; sans oublier l'incertitude qui entoure les prochaines élections aux États-Unis et les conséquences qui en pourraient découler sur les relations internationales et en particulier sur l'avenir de l'OTAN.

Jusqu'à présent, l'Union européenne a démontré sa capacité de réponse aux crises et a largement contribué à en atténuer l'impact.

Tenons compte du dernier Eurobaromètre. D'une part, il énumère les principales préoccupations exprimées par les citoyens de l'UE :

- L'inflation ;
- La situation internationale ;
- L'immigration ;
- L'environnement et les changements climatiques ;
- L'autonomie énergétique.

D'autre part, le même Eurobaromètre reflète l'opinion des citoyens sur l'activité de l'UE dans les mêmes domaines :

- Plus de 70 % des citoyens de l'UE approuvent le soutien financier à l'Ukraine et les sanctions contre la Russie ; 64 % soutiennent la fourniture d'équipements militaires à l'Ukraine ; 56 % approuvent la réaction de l'UE à l'invasion de l'Ukraine.
- 77 % des Européens sont favorables à une politique de défense et de sécurité commune, et un nombre tout aussi important d'entre eux préconise le renforcement de la capacité de production d'équipements militaires.
- 80 % des citoyens européens sont favorables à une coopération européenne accrue dans le secteur de la défense.
- 69 % estiment que l'UE dispose de pouvoirs et d'instruments suffisants pour défendre ses intérêts dans l'économie mondiale.
- La perception de la situation économique s'est nettement améliorée (45 % de réponses positives, soit une augmentation de 5 % par rapport à l'Eurobaromètre précédent).
- Le soutien à la monnaie unique reste très élevé (78 % dans la zone euro, 71 % dans l'ensemble de l'Union).
- Plus de 80 % des citoyens de l'UE estiment que l'Union devrait investir massivement dans les énergies renouvelables et que l'amélioration de l'efficacité énergétique la rendrait moins dépendante des producteurs extérieurs à l'Union.
- L'opinion générale sur l'Europe reste largement favorable ; 63 % se considèrent optimistes quant à l'avenir de l'Europe.

Comme on peut le constater, la perception de l'UE par les citoyens reste stable à des niveaux élevés. De plus, les principales préoccupations des citoyens concernent largement les mêmes domaines dans lesquels ils expriment une grande confiance dans l'action de l'Union européenne.

Ces perspectives encourageantes ne doivent pas nous faire perdre de vue les défis auxquels l'Union est confrontée : l'immigration, qui a servi à alimenter diverses formes de populisme et à empoisonner le débat politique ; l'inflation, qui reste préoccupante ; la nécessité, mise en évidence par les événements de ces dernières années, pour l'Union européenne de se doter d'une capacité de défense et de sécurité à la hauteur de sa dimension et de ses ambitions ; le besoin de réindustrialisation ; la réduction de la dépendance énergétique ; la numérisation et la modernisation...

Les élections européennes portent sur tout cela.

Compte tenu de l'acquis collectif et de la conscience de l'importance et de l'exigence des enjeux, une forte participation aux élections européennes sera un signe fort de confiance et d'espoir de la part des citoyens.

Contrairement à tant d'autres, nous avons le privilège de vivre dans un espace de démocratie, de liberté et de progrès, et ce en grande partie parce que nous appartenons à un bloc qui a démontré, face aux difficultés, qu'il demeure un paradigme de stabilité, de prospérité et de sécurité. Nous en sommes tous conscients. Faisons donc de notre mieux pour contribuer à éclairer nos concitoyens.